



**VAL-DE-BRIEY**  
DIRECTION DE L'URBANISME

**DÉCISION DE NON OPPOSITION DE DÉCLARATION PRÉALABLE CONSTRUCTION**

Délivrée par le maire au nom de la commune

Arrêté Municipal n°2025-URBA-149

Du 14 mai 2025

Nomenclature ACTES 2.2

 D P 0 5 4 0 9 9 2 5 0 0 0 2 9	 1 1 0 0 0 0 0 2 9 6 0 8
<p>Dossier : <b>DP 054099 25 00029</b></p> <p>Déposé le : <b>18/03/2025</b></p> <p><u>Nature des travaux</u> : <b>OUVERTURE SUR LA FAÇADE ARRIÈRE DE LA MAISON L'OUVERTURE SERA APPROXIMATIVEMENT DE 50 CM DE LARGE ET 180 CM DE HAUT</b></p> <p><u>Adresse des travaux</u> : <b>553 RUE DE L'YSER MANCIEULLES 54790 VAL DE BRIEY</b></p> <p><u>Références cadastrales</u>: <b>342 AC 388, 389, 390, 392 ET 901</b></p>	<p><u>Demandeur</u> :</p> <p><b>MONSIEUR HUSSON THOMAS</b> <b>28 RUE DE LA FONTAINE</b> <b>54580 MOINEVILLE</b></p>

**Le Maire de Val-de-Briey,**

**VU** la déclaration préalable présentée le 18 mars 2025 par Monsieur HUSSON Thomas, demeurant 28 rue de la Fontaine à MOINEVILLE (54580), et enregistrée par la Mairie de VAL DE BRIEY sous le numéro DP 054 099 25 00029, pour :

- La création d'une ouverture,
- Située 33 rue de Metz - MANCIEULLES à VAL DE BRIEY (54790),
- Parcelles cadastrées section 342 AC n° 390 - 392 - 389 - 388 et 901,

**VU** les pièces complémentaires en date du 12 mai 2025,

**VU** le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles R.111-1 et suivants du Règlement National d'Urbanisme

**VU** le Code des Assurances, notamment son article L.242-1,

**VU** le code des relations ente le public et l'administration,

**VU** la carte de délimitation des zones de sismicité du territoire français du 22 octobre 2010 (décrets n° 2010-1254 et 2010-1255) en vigueur depuis le 1er mai 2011,

**VU** l'arrêté modifié du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »,

**VU** la carte d'exposition au phénomène de retrait gonflement des sols argileux publiée par le BRGM en août 2019,

**VU** les délibérations du Conseil Municipal de MANCE en date du 03 octobre 2016, de MANCIEULLES en date du 25 novembre 2016 et de BRIEY en date du 28 novembre 2016 relative à la taxe d'aménagement,

**VU** la délibération du Conseil Départemental de Meurthe et Moselle relative à la taxe d'aménagement,

**VU** la carte d'aléa mouvement de terrain du Département de Meurthe-et-Moselle publiée par le BRGM en juin 2022,

**VU** l'avis conforme du préfet en date du 01 avril 2025 rendu en application de l'article L 422-5 a) du code de l'urbanisme, favorable au titre du respect des articles L.111-3 et suivants du Code de l'Urbanisme, joint au présent arrêté,

VU l'attestation de la SAS E.S.CO de la prise en compte du problème de descente de charge en date du 09 mai 2025, joint au présent arrêté,

**CONSIDÉRANT** que le terrain se situe en zone R2 du Plan de Prévention des Risques Miniers et respecte les règles de ladite zone,

**CONSIDÉRANT** que le terrain est situé en zone d'aléa fort d'exposition de retrait gonflement des sols argileux,

**CONSIDÉRANT** que le terrain est situé en zone d'aléa très faible (zone 1) au regard du risque sismique

**CONSIDÉRANT** que le terrain est situé en zone d'aléa fort selon la carte d'aléa mouvement de terrain du département de Meurthe et Moselle,

## DÉCIDE

**ARTICLE 1** : La DP 054099 25 00029 fait l'objet d'une **DÉCISION DE NON OPPOSITION** pour les travaux décrits dans la demande présentée.

Date d'affichage de l'avis de dépôt : <b>19/03/2025</b>	Fait à VAL-DE-BRIEY, le 14 mai 2025 Le Maire,  <b>François DIETSCH</b>
---	--

La présente autorisation est susceptible de donner lieu au versement des taxes d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

Vous déclarez et payez la taxe d'aménagement à des dates différentes, selon que la surface de plancher de votre projet est inférieure à 5000 m<sup>2</sup> ou si elle est égale ou supérieure.

- Si la surface du projet est inférieure à 5000 m<sup>2</sup>, vous déclarez aux services des impôts les éléments nécessaires au calcul de la taxe d'aménagement dans un délai de 90 jours après l'achèvement de vos travaux au sens fiscal.

- Si la surface du projet est supérieure ou égale à 5000m<sup>2</sup>, Vous déclarez aux services des impôts les éléments nécessaires au calcul de la taxe d'aménagement dans un délai de 7 mois après la délivrance de l'autorisation.

**Pour toute information complémentaire, vous pouvez vous connecter sur les pages dédiées du site internet service-public.fr : <https://service-public.fr/particuliers/vosdroits/F23263> pour les particuliers et <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23263> pour les entreprises.**

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux article L 2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :**

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux (le tribunal peut être saisi par la voie de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

#### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification mentionnée à l'article R. 424-10 où de la date à laquelle la décision tacite est intervenue . Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Les dispositions du présent article sont applicables à la décision de non opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

#### **Le (ou les) bénéficiaire(s) de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1976>. Cette démarche n'est pas nécessaire pour les projets soumis à déclaration préalable ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet service-public.fr ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;  
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :**

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a en aucun cas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droits privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :**

Le bénéficiaire a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

**Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement :**

A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, vous devez adresser en Mairie une déclaration attestant cet achèvement et la conformité des travaux au permis délivré ou à la déclaration préalable (art L 462.1 du Code de l'Urbanisme).  
Lorsque les travaux ne sont pas conformes au permis délivré ou à la déclaration préalable, l'autorité compétente peut mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (art L 462-2 du Code de l'Urbanisme).  
Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. Elle peut être envoyée par courrier électronique dans les cas prévus à l'article R 423.48. Elle rappelle les sanctions encourues (art R 462.9 dernier alinéa).

342 AC 0390

Date de dépôt

18/03/2025

Numéro de dossier

DP0540992500029

**Descriptif de la demande** Ouverture sur la façade arrière de la maisonL'ouverture sera approximativement de 50 cm de large et 180 cm de haut Voir moins**Adresse de domicile du demandeur**

28 Rue de la fontaine

54580 MOINEVILLE

FRANCE

**Type de demande**

Déclaration préalable (DP)

**Demandeurs****Représentants correspondants**

Thomas HUSSON

**Professionnel(s) intervenant(s) sur le projet****Contact****A fait appel aux compétences nécessaires pour le PAPE**

Non

**Un architecte ou paysagiste a participé au PAPE**

Non



La Chiffre de l'unité ADS/ENR  
Mélanie LEPAULMIER



**E.S.CO SAS**  
255 Avenue Carnot  
08000 Charleville Mezières

**Attestation**

Je soussigné Mr Dromby Robin, agissant au nom de la société ESCO SAS, technicien en bâtiment et génie civil et au sens du code de la construction.

Atteste que l'opération suivante :

**Création d'une fenêtre au 1<sup>er</sup> étage d'une maison existante**

- Habitation de M. Husson  
553, Rue de l'Yser  
54790 Val de Briey

Dont le maître d'ouvrage est :

M. Husson  
28, Rue de la Fontaine  
54580 Moineville

a été étudiée courant avril 2025 dans les principes de calcul, de conception, de dimensionnement et dans le respect des normes ainsi que sur la base de renseignements du projet fournis par le maître d'ouvrage. Le projet est situé en zone d'aléa fort. A ma connaissance aucune étude géotechnique n'a été réalisée.

Les travaux à effectuer concernent le percement d'une ouverture de 80 cm x 180 ht et création d'un linteau béton. Ceux-ci n'entraînent pas de modification au niveau de la structure ni de charge supplémentaire qui pourrait remettre en cause les exigences de conception d'un bâtiment situé en zone « aléa fort ».

L'étude confiée au BET E.S.CO (et donc sa responsabilité) n'a été limitée qu'à l'ouverture seule.

Date 09/05/2025

Signature : Dromby Robin



255 avenue Carnot 08000 Charleville Mezières  
Siret 794 227 751 00011 / RCS SEDAN B794227751

Directeur technique  
**e.s.co** SAS  
BUREAU D'ÉTUDES STRUCTURES  
*[Signature]*  
255 avenue Carnot  
08000 CHARLEVILLE MEZIERES  
Tél 03 24 58 28 24

